

Alastair Crooke : la guerre en Iran rebat les cartes de la géopolitique mondiale

Alastair Crooke explique comment la guerre en Iran transforme la géopolitique mondiale. Crooke est un ancien diplomate britannique et le fondateur du Conflicts Forum, basé à Beyrouth. Il a auparavant été conseiller sur les questions du Moyen-Orient auprès de Javier Solana, alors Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère. Suivez le Substack d'Alastair Crooke : <https://conflictsforum.substack.com/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous retrouvons aujourd'hui Alastair Crooke, ancien diplomate britannique et négociateur, avec des décennies d'expérience dans les conflits au Moyen-Orient. Alastair Crooke est aussi le fondateur et directeur du Conflicts Forum. N'hésitez pas à lire ses analyses très éclairantes sur Substack, le lien est dans la description. Merci beaucoup d'être revenu dans l'émission.

#Alastair Crooke

Merci. Merci de m'avoir invité.

#Glenn

Vous avez récemment écrit un article, publié aussi sur votre Substack, sur la géopolitique mondiale bouleversée par la guerre en Iran. J'aimerais que vous nous expliquiez un peu tout ça. Pourquoi est-ce que l'Iran ne représente pas seulement, disons, une défaite stratégique pour les États-Unis dans cette crise régionale, mais aussi un événement qui, une fois de plus, influence l'ensemble de la géopolitique mondiale ?

#Alastair Crooke

Je pense qu'il y a plusieurs raisons. D'abord, il y a trois pays directement touchés par cette situation. Le premier, c'est Israël. Il y a une crise en Israël. Je lisais encore ce matin des articles venant d'Israël disant que Netanyahu est désespéré à l'idée d'un accord, complètement opposé à cette idée, et très inquiet pour son avenir. Parce que, comme vous le savez, il y a des affaires en cours contre lui, qui pourraient le conduire en prison. Des affaires de corruption, anciennes mais toujours

ouvertes. Et selon les autorités judiciaires, si ces procédures vont jusqu'au bout, il pourrait bien être condamné.

Et l'autre aspect de tout ça, ce sont les élections et la grâce que Trump essaie d'obtenir pour lui. Jusqu'à présent, cette grâce n'a pas été accordée. En fait, beaucoup demandent l'effacement complet des affaires qui le visent — toutes celles que je viens de mentionner — qu'elles soient simplement retirées du dossier et jetées à la poubelle. Pour l'instant, ça non plus, ce n'est pas arrivé. Et donc, certains pensent — et je le souligne, c'est une spéculation israélienne, en Israël — qu'il serait peut-être préférable pour Netanyahu de démissionner et de quitter le gouvernement plus tôt que prévu.

#Alastair Crooke

Plutôt que de prononcer ce discours pendant la campagne, disons, en septembre ou en octobre.

#Alastair Crooke

Il semble que les élections auront probablement lieu en septembre, et non en octobre, parce qu'octobre évoque de très mauvais souvenirs pour beaucoup d'Israéliens, à cause du sept octobre. Il veut donc s'en éloigner. Mais tout donne l'impression qu'il est désespéré, parce que la grâce n'arrive pas. Aucun accord ne se profile non plus, un accord qui lui permettrait, même s'il obtenait une grâce, d'en bénéficier. Il la refuse telle qu'elle est, parce qu'il ne veut pas reconnaître sa culpabilité, et c'est une condition exigée par la loi israélienne. Les tensions montent énormément, parce qu'il y a maintenant des Israéliens qui, au départ, étaient très enthousiastes à l'idée que l'Amérique allait intervenir, que la plus grande puissance du monde allait s'allier à Israël pour, en gros, détruire l'Iran. C'est bien ce qu'ils veulent : la destruction de l'Iran.

Et maintenant, en Israël, on commence à comprendre que ce ne sera pas le résultat attendu. En réalité, l'Iran a gagné la guerre, et donc, d'une certaine manière, il a aussi gagné la guerre pour Israël, dans le sens où Israël l'a perdue. Tout comme l'Amérique l'a perdue, mais Israël encore plus. Israël a perdu la guerre, et cela remet en cause des questions très profondes. Certains disent que c'est l'effondrement de tout le projet du « Grand Israël », parce qu'Israël se retrouve maintenant coincé avec... combien déjà ? Cinq, six guerres impossibles à gagner. Et partout, ça ne se passe pas très bien. À Gaza, en Cisjordanie, ou au Liban, c'est même plutôt mal parti. En fait, aucune de ces guerres ne se déroule vraiment bien. Et comme l'a dit le chef d'état-major, pour gérer tout ça, il nous faudrait six armées israéliennes de plus — six fois l'armée que nous avons aujourd'hui.

Alors, vous savez, ils sont coincés dans une guerre impossible à gagner, avec pas assez de troupes et sans véritable issue. L'Iran, à l'origine, devait être un peu la solution miracle, celle qui sortirait Israël de cette crise qui ne cesse de s'aggraver, pour l'amener vers une autre phase. Donc, certaines personnes — et je ne dis pas que c'est la majorité, ni même un grand nombre — mais on commence à voir des figures très sérieuses, de haut niveau, en Israël, dire quelque chose comme : à la fin de

tout ça, il faudra revenir à ce que Ben Gourion disait à l'origine. Qu'Israël est un petit pays, avec un territoire limité, peu de ressources, une population réduite. Qu'il faut rester dans nos frontières. Et il rappelait aussi la formule de Clausewitz : la guerre est la continuation de la politique, et non l'inverse. Donc, pour Ben Gourion, Israël ne pouvait pas se permettre d'avoir une grande armée.

#Glenn

Elle pouvait avoir une petite armée professionnelle, mais elle devait compter sur les réservistes.

#Alastair Crooke

Alors, les gens commencent à se dire : eh bien, on s'est vraiment trompés là-dessus. Maintenant, on est engagés partout, dans ce grand projet de faire d'Israël l'hégémon du Moyen-Orient. Et tout est en train de mal tourner. On est piégés dans toutes ces guerres qu'on a déclenchées. Du coup, certains disent : il faut revenir au modèle de Ben Gourion, rester à l'intérieur de nos frontières. Et d'autres répondent : écoutez, cette manière de gérer le problème iranien ne fonctionne pas. Elle ne mènera à aucune solution. Cette idée de pousser les États-Unis à détruire l'Iran, ça ne marchera pas. Alors, il faut qu'on trouve une vraie solution.

Et peut-être qu'il faut repenser tout le projet sioniste, le regarder sous un autre angle. Pour l'instant, ce ne sont que des courants, des idées qui émergent, mais qui ne sont pas encore pleinement formées. Je pense que c'est en partie à cause de l'incertitude énorme autour de ce que Trump va faire, de ce qui va se passer aux États-Unis, et de l'impact sur l'économie mondiale. Donc, on n'y est pas encore, mais c'est quand même un moment charnière très important pour Israël. Les sondages montrent que Netanyahu pourrait perdre pour la première fois. J'ai toujours dit, vous savez, que c'est un peu l'homme Teflon. Il s'en sort toujours. Et ceux qui annoncent sa disparition se sont, la plupart du temps, trompés.

#Glenn

Et j'ai toujours dit, vous savez, il se faufile partout et il arrive toujours à s'en sortir de ces problèmes politiques.

#Alastair Crooke

Je n'en suis pas si sûr. Vous savez, avec tous les problèmes autour de la conscription et des groupes orthodoxes en Israël, je ne suis pas certain qu'il va s'en sortir cette fois. Et je pense que l'opposition grandit, que les critiques contre cette guerre à Gaza deviennent vraiment très fortes et très larges. Donc, vous voyez, le gouvernement pourrait bien implorer. Et imaginez un peu : si Netanyahu disparaissait de la scène, à qui penseriez-vous pour porter tout le programme du gouvernement, de Ben-Gvir jusqu'à l'ensemble du Likoud ? Qui pourrait vraiment porter tout ça sur ses épaules ? Et peut-être que tout le projet, toute la structure politique que Netanyahu a construite depuis une

vingtaine d'années, pourrait s'effondrer, et que tout finirait, vous savez, par se fragmenter en factions et en divisions internes, je pense.

Je ne sais pas, mais je dis simplement que ça soulève une grande question. Et vous m'avez demandé pourquoi j'ai dit que d'autres choses changeaient aussi. Je pense que c'est très clair : la Russie est en train de changer. On a vu un vrai tournant en Russie. Et une personnalité russe de tout premier plan, qui est dans les coulisses du pouvoir depuis plus de vingt ans, Sergueï Karaganov, a dit très clairement, dans un article qu'il a écrit, que la Russie devait tirer les leçons de l'Iran. Ce qu'il soulignait, en particulier, c'est la manière dont l'Iran avait utilisé des missiles conventionnels pour frapper des cibles américaines et occidentales vulnérables. Et quand l'Iran a fait ça, l'Occident a reculé et s'est retiré. Et il a dit : nous devons apprendre des Iraniens. Nous devons appliquer les leçons de l'Iran chez nous, dans notre propre voisinage.

Au départ, c'est sorti quand ce sujet est devenu le centre de son attention. Et ça a fait évoluer ses idées. Il disait : « Vous savez, il faut qu'on revienne aussi à la dissuasion nucléaire. » Parce que, selon lui, les gens ne croient plus en notre dissuasion. Dans les années cinquante, on l'avait, la dissuasion nucléaire, et ça fonctionnait. Mais ensuite, l'Union soviétique l'a perfectionnée, et l'Occident est devenu, disons, euphorique. Et aujourd'hui, si vous mentionnez que la Russie est une puissance nucléaire, les néoconservateurs ont toujours la même rengaine : « Oh, Alistair, c'est n'importe quoi. Poutine n'oserait jamais. Vous savez, il y a l'OTAN — et maintenant, on a toute l'OTAN, avec son PIB et sa puissance militaire, face à la Russie. Ça change complètement la donne. »

#Glenn

Non, pas du tout.

#Alistair Crooke

Et donc, Karaganov a dit que la peur, et le sentiment qu'il y a, derrière les armes conventionnelles — et il est très clair là-dessus, la première ligne, ce sont les armes conventionnelles — eh bien, il pousse la Russie à vraiment continuer à développer une force conventionnelle. Mais au bout du compte, il dit que, en dernier recours, quand la survie du pays est en danger, il faut que les gens aient peur de l'arme nucléaire. Et en fait, je pense que ce sera aussi dans l'intérêt des Européens, à un moment où les Européens sont, disons-le, en train de s'échauffer, de répéter sans cesse "guerre, guerre, guerre avec la Russie", dans une sorte de frénésie croissante autour de la Russie et de l'État européen. Et en réalité, ils s'enferment encore davantage, en disant : "On ne peut pas discuter, et en plus, on va sanctionner tous ceux qui utilisent du pétrole ou du gaz russes, même si c'est acheté par des pays tiers, comme l'Inde, ou par des voies détournées."

On va mettre un terme à tout ça. Je veux dire, cette espèce de course suicidaire, vous savez, où les Européens se suivent les uns les autres comme des moutons vers le précipice, pour finir dans un déclin économique, en découvrant que l'énergie venue d'Amérique coûte bien plus cher que celle qu'

ils avaient avant. Et donc, je pense que ce n'est pas seulement au niveau du grand public, mais aussi tout en haut, qu'il y a un changement d'état d'esprit. Vous l'avez sans doute remarqué, soyez-en conscients. Les accords d'Anchorage, c'est fini, Lavrov l'a clairement dit, et il a ajouté que les Européens portent une part de responsabilité. Et, de toute évidence, ils comprennent que ça ne peut pas continuer comme ça, cette escalade de la part de l'Europe, avec toujours plus de soutien à l'Ukraine, en missiles et en drones. Le Royaume-Uni et ACORE ont d'ailleurs annoncé qu'ils allaient envoyer cent vingt mille drones supplémentaires et des missiles longue portée à l'Ukraine.

Et ils utilisent l'espace aérien et le territoire de l'OTAN dans les pays baltes pour tirer ces missiles vers Saint-Pétersbourg et d'autres endroits, en partant du principe que, puisque c'est l'espace de l'OTAN, l'article cinq du traité leur offrirait une protection contre toute riposte de la Russie. Eh bien, ils pourraient se tromper. Peut-être que les choses vont changer. Mais je pense que ce que la Russie a dit est un peu différent. Ils ont déclaré : désormais, nous frapperons les centres de décision. Et je crois que ce qu'ils veulent dire par là, c'est que le centre de décision n'est pas en Lettonie. Ils savent très bien où il se trouve. Il est en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. C'est là que se conçoit cette stratégie d'escalade progressive, pas en Lettonie. La Lettonie n'est qu'un instrument dans ce processus. Donc, à mon avis, la situation évolue très vite.

Et je pense que, probablement, à la suite du sommet de Pékin où Poutine et Xi se sont rencontrés, ce qu'on voit, c'est que la Chine, elle, ne le fait pas ouvertement, pas avec des missiles, ni avec beaucoup de bruit. Mais elle riposte vraiment face aux États-Unis sur le plan économique. Elle interdit, par exemple, que des Chinois ou des citoyennes et citoyens puissent acheter sur le marché boursier américain. Elle bloque aussi, si on veut, d'autres moyens, comme les monnaies numériques, par lesquels l'Amérique cherche à étendre le marché du dollar. Et elle fait exactement l'inverse. D'autant plus que maintenant, l'Eurotea affirme que les obligations chinoises constituent en fait un bon collatéral — ce qui, dans ce cas, veut dire l'équivalent du liquide.

Ça fait désormais partie du grand marché obligataire mondial. Donc, ils résistent aux tentatives des États-Unis de mettre la pression sur la Chine, que ce soit sur ses investissements, ses dépenses en capital ou son accès au financement. En fait, ça a renforcé le marché obligataire chinois. Même des États européens émettent maintenant des obligations libellées en yuan. Donc, la Chine riposte sur plusieurs fronts. Ce n'est pas très médiatisé, ça ne fait pas beaucoup de bruit. Mais, tout comme la Russie est entrée dans une nouvelle phase, la Chine, elle, a adopté des mesures discrètes mais très fermes pour freiner l'expansion américaine. Regardez ce qui est arrivé à NVIDIA et à sa stratégie : les Chinois ont tout simplement repris l'ensemble de leur marché intérieur.

Voilà un peu les domaines dont on parle. Tout est en train de s'échauffer, à mon avis, et c'est devenu beaucoup plus dur vis-à-vis de l'Occident dans son ensemble. La Russie, en particulier, est très en colère contre l'Europe. Une colère vraiment viscérale. Et pas sans raison. Et puis, il y a, je pense, une réaction chinoise très ferme qui se prépare face à ces mesures économiques assez

limitées qu'on a imposées à la Chine. En gros, ils ont dit : très bien, allons-y. Fini le ton conciliant, place à une stratégie de riposte économique. Pas de grandes déclarations, pas de tambours ni de trompettes, mais c'est, je crois, ce qui est en train de se passer.

#Glenn

Oui, c'est un très bon point sur la façon dont la guerre en Iran a aussi changé la Russie aujourd'hui, et la Chine également. J'avais un commentaire et une question. Mon commentaire, c'est que, oui, j'ai aussi interviewé le professeur Karaganov sur ce sujet. Et encore une fois, j'ai vraiment l'impression qu'à Moscou, ce n'est pas seulement lui. Ce qu'il dit reflète bien à quel point l'état d'esprit a profondément changé là-bas. Et je pense qu'en Occident, on devrait parfois prendre un peu de recul, parce que pendant plus de trente ans, sous l'ère hégémonique, on a eu ce luxe, si on peut dire, de ce que signifiait la guerre. On pouvait attaquer, on pouvait envahir de petits pays plus faibles, et au fond, la guerre devenait quelque chose qui se passait sur le territoire des autres. On gardait un contrôle total sur l'escalade.

C'est nous qui décidons quand ça commence, comment on doit le mener, quand on le termine. Et nos adversaires savent très bien que, parfois, on peut aussi utiliser ce qu'on appelle la tactique du « nez ensanglanté » : on vous bombarde un peu, et si vous ne répliquez pas, ça reste limité. Mais si vous ripostez, alors là, on frappe beaucoup plus fort. Et je pense que, dans une certaine mesure, c'est ce que les Russes veulent aussi : faire preuve d'un certain contrôle. Ils ne voulaient pas que ça dégénère en conflit direct, donc ils ont essayé, disons, de boucler l'affaire en Ukraine tout en fermant les yeux sur l'implication de plus en plus forte de l'Occident. Mais, comme vous l'avez dit, dans vos discussions avec ces néoconservateurs, toute retenue du côté russe est perçue comme une faiblesse.

Ce n'est pas seulement les néoconservateurs, c'est l'ensemble des médias occidentaux et des responsables politiques. Je pense qu'ils en sont arrivés à un point où ils se disent que ce n'est plus possible. Avec ce niveau d'implication de l'Occident, l'audace de frapper depuis le territoire de l'OTAN, et le fait de parler ouvertement de produire en masse des armes pour frapper et détruire les infrastructures énergétiques russes... ça ne peut pas continuer. Et pourtant, on me dit sans arrêt : « Ils ne vont rien faire. » Mais dans ce cas, ils prennent le risque d'une Troisième Guerre mondiale par inaction. Parce que s'ils ne font rien, l'Occident va continuer cette escalade d'attaques contre la Russie.

#Glenn

Là, on entre dans quelque chose d'existentiel. Et à un moment donné, les Russes seraient obligés de répondre avec des armes nucléaires. Donc, vous voyez, aussi triste que ce soit, ça paraît assez rationnel de commencer à riposter contre des pays de l'OTAN. Et c'est très dangereux de devoir admettre ça. Pardon, ma question... désolé si vous aviez...

#Alastair Crooke

Je voudrais simplement dire que, vous savez, l'élément crucial, et j'en ai parlé directement avec le professeur Karaganov, c'est ce qu'il essaie de faire. Ce qu'ils essaient de faire, c'est de changer la psychologie en Europe — cette psychologie de complaisance. C'est une menace qui pourrait mener à une Troisième Guerre mondiale. C'est là-dessus qu'ils veulent agir. C'est pour ça que la peur — même si ça peut sembler un peu contradictoire — c'est pour ça que la peur est importante pour la dissuasion. Si on n'a pas peur, si on pense que tout ça n'est qu'un bluff, on peut commettre de graves erreurs. Et je pense qu'ils n'ont pas l'intention, vous savez, d'être comme la grenouille dans la métaphore : celle qu'on met dans de l'eau froide, qu'on chauffe petit à petit, et qui finit par mourir si elle ne saute pas hors de la casserole.

Et je pense que la Russie saute hors de la poêle et n'a aucune intention de se faire cuire. Donc, ce qui m'inquiète surtout, c'est le mot que vous avez utilisé — « reconnaître ». Et je ne crois pas qu'elle soit reconnue. En Europe, on ne la remarque même pas. Les gens sont complètement inconscients de ce qui se passe, de ce qui est en train d'arriver. Et quand ils le voient, quand ils ne sont pas aveugles, ils pensent que c'est une bonne nouvelle. Ah, c'est une bonne nouvelle — vous savez, cette attaque contre la Russie, les Ukrainiens ont tiré, et ils ont menacé de le faire le neuf mai, le jour du Souvenir à Moscou. Les Ukrainiens, oui, et ils ont été retenus par la Maison-Blanche. Mais maintenant, le Forum économique de Saint-Pétersbourg approche — ce mois-ci, je crois, un peu plus tard dans le mois. Vous y allez ? Vous allez probablement y aller.

Alors, méfiez-vous. Parce que je pense que, vous savez, qui peut le dire ? Je n'ai aucune information privilégiée, mais qui sait, après cette première tentative... Et maintenant, ils attaquent régulièrement Saint-Pétersbourg. Avec tout ce matériel fabriqué en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne, peut-être qu'il est démonté, puis remonté en Ukraine. Mais au fond, ça revient au même. Et ensuite, il est utilisé pour tuer des Russes, en Russie. Et l'Occident trouve ça normal. Et pourquoi n'y aurait-il pas de représailles de la part de Moscou ? Eh bien, parce que l'état d'esprit là-bas est en train de changer. Je pense qu'à la fois au niveau des dirigeants, et aussi, clairement, au niveau de la population, les gens sont vraiment en colère après cette attaque contre le dortoir, qui a tué vingt et une personnes.

#Glenn

Eh bien, j'ai vu la même chose dans les médias, partout en Occident. En gros, on dit maintenant que les attaques contre les infrastructures énergétiques russes commencent à se faire sentir dans l'économie du pays, et qu'il y a une sorte de grande satisfaction à ce sujet. Mais on ne semble pas comprendre que, tant que ce n'étaient que de petites piqûres, les Russes pouvaient se permettre d'encaisser les attaques occidentales, déguisées en attaques ukrainiennes. Mais à partir du moment où ces frappes deviennent vraiment puissantes... pourquoi est-ce qu'on se réjouit ? Ça veut dire que les Russes ne peuvent plus faire comme si de rien n'était. Ils vont devoir trouver un moyen de riposter contre l'Europe, et bien sûr, intensifier la guerre en Ukraine.

Donc maintenant, je m'attends à plus de frappes contre Kiev, ou à plus de brutalité. Et puis, l'Europe va clairement avoir une grande cible dans le dos. On a juste l'impression que personne ne réalise que les actions ont des conséquences. Mais encore une fois, comme tu l'as dit, ils célèbrent ça. C'est vraiment étrange de voir un tel manque de réflexion stratégique, sur ce qu'on veut atteindre, et surtout comment on compte y arriver. Parce qu'ils peuvent détester la Russie autant qu'ils veulent, détester l'Iran autant qu'ils veulent, et vouloir les détruire, mais s'il n'y a pas de plan, qu'est-ce qu'on fait exactement ? Je ne comprends plus la politique, parce que, franchement, je ne pense plus que ça ait du sens. Oui, je crois qu'ils ont abandonné la raison depuis un bon moment déjà.

#Alastair Crooke

Quand on pose cette question-là, je ne sais pas vraiment ce qu'ils essaient de faire. Franchement, je ne sais pas. Mais j'ai le sentiment qu'ils ont tout misé sur l'Ukraine. C'est devenu, en quelque sorte, la raison d'être de Bruxelles, et même de façon extrême aujourd'hui. Tout tourne autour de l'Ukraine, pour eux, c'est l'Ukraine avant tout. Mais on ne peut pas aller jusqu'au bout de cette logique. L'Europe n'a pas l'argent, elle n'a pas les munitions pour faire la guerre à la Russie. Alors, de quoi s'agit-il, à part s'y préparer ? Je pense qu'à Bruxelles, on garde encore l'espoir que Trump finira par disparaître de la scène, et qu'une nouvelle administration arrivera, tôt ou tard. Et là, on reviendrait un peu à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, que certains n'ont jamais oubliée : convaincre Roosevelt de rejoindre l'Europe dans une guerre contre la Russie. Et donc, au fond, je crois qu'ils... non, je ne pense pas que ça arrivera.

Et je pense que c'est un fantasme des Européens. Ils s'imaginent, un peu comme Israël s'imaginait pouvoir entraîner les États-Unis dans une guerre contre l'Iran. Les Européens, eux, rêvent de montrer à l'Amérique que la Russie est faible, pour qu'on puisse ensuite l'amener à se joindre à eux. Et vous vous souvenez, le roi Charles a dit exactement ça après son passage au Congrès. Il a déclaré que, désormais, l'Amérique devait se préparer, avec l'Europe, à une guerre contre la Russie. Je ne sais pas comment... enfin, c'était vraiment une chose incroyable à dire. Pourquoi cela serait-il dans l'intérêt de l'Europe ? Et pourtant, de façon assez étrange, il l'a dit. Évidemment, son discours a été en partie rédigé par le gouvernement, mais malgré tout, il l'a prononcé. C'était vraiment extraordinaire d'appeler ainsi à une guerre américano-européenne contre la Russie.

#Speaker 03

À quoi est-ce qu'ils pensent ?

#Alastair Crooke

Je pense que, tu sais, il se passe énormément de choses.

#Glenn

Oui, enfin, tout ça aurait été impensable à l'époque. Imaginez, pendant la guerre froide, Charles de Gaulle en train de dire : « Préparons-nous. Il faut aller en guerre contre les Soviétiques. » Franchement, c'est de la folie. Et pourtant, c'est devenu normalisé. Mais ça montre aussi, je pense, un point commun entre la Russie et l'Iran. Quand on se trouve dans une situation stratégique où tout est en jeu, où le résultat sera soit tout, soit rien, les pays sont prêts à prendre des risques incroyables et à faire des choses vraiment insensées. Encore une fois, c'est pour ça que l'objectif devrait être de chercher une solution qui ne soit pas du tout ou rien, surtout quand vaincre l'adversaire n'est pas une option. Et comme vous l'avez dit, à propos de la Russie, je le répète souvent : il faut faire attention à ce qu'on souhaite. Parce que si la Russie est en train de perdre...

Si vous avez la plus grande puissance nucléaire du monde engagée dans une guerre, et qu'elle pense être en train de la perdre, qu'elle y voit une menace existentielle, alors vous ne voulez surtout pas « gagner » cette guerre. C'est comme ça qu'on finit par un échange nucléaire. Mais on peut dire la même chose d'Israël et de l'Iran. Parce qu'aujourd'hui, ils ne peuvent plus vaincre les Iraniens. Et ils comprennent que, même en cas d'échec, même si la guerre ne se termine pas, tant que le détroit d'Ormuz reste sous contrôle iranien, cela change non seulement la région, mais aussi la géopolitique mondiale. Mais alors, y a-t-il une troisième stratégie ? Parce que je n'aime pas voir Israël dans une situation du tout ou rien. Parce que, vous savez, avec un risque aussi élevé, ils pourraient être tentés d'aller jusqu'au bout, avec une stratégie nucléaire. Mais d'un autre côté, est-ce qu'il existe une troisième option ? Celle de transformer les relations, peut-être ?

Je me souviens, à l'époque où les Chinois essayaient de gérer ou de négocier une amélioration des relations entre les Saoudiens et les Iraniens. L'ancien chef du Mossad, Efraim Halevi, avait alors déclaré : peut-être qu'on devrait faire la même chose. Il n'y a aucune raison pour laquelle nous ne pourrions pas avoir des relations fondamentalement différentes avec les Iraniens. Et d'ailleurs, je sais que vous aviez aussi mentionné, lors d'une précédente conversation, que cette guerre permanente et extrême épuise l'esprit, l'âme, ou même l'avenir d'Israël lui-même. Alors, existe-t-il une voie possible pour les Israéliens ? Les Européens, eux, pourraient envisager une architecture de sécurité paneuropéenne avec les Russes ; ça paraît assez simple. Mais est-ce qu'il y aurait quelque chose de comparable que les Israéliens pourraient faire, comme le suggérait Halevi, pour transformer en profondeur leurs relations ? Parce qu'au fond, on a l'impression que la question palestinienne, tout est lié au même problème ici.

#Alastair Crooke

Oui, tout à fait. Et je pense que c'est possible. Ce n'est pas encore prêt, bien sûr. Ce n'est pas le moment. Mais souvenez-vous : après la Révolution iranienne, Israël a entretenu de bonnes relations avec Téhéran pendant un certain temps. En partie, ils vendaient des armes pour la guerre Iran-Irak. Mais ensuite, il y a eu un changement en Israël, quand le Parti travailliste est arrivé au pouvoir. Le Parti travailliste voulait modifier l'équation, parce qu'à l'époque, l'idée, c'était que la périphérie représentait les alliés d'Israël, et que le monde arabe proche était l'ennemi. Ils ont voulu inverser

cela et faire la paix avec les États arabes. Et donc, à ce moment-là, tout s'est inversé : la périphérie est devenue l'ennemi, et les États arabes sont devenus, comme on le voit aujourd'hui, ceux qu'on essaie de rallier aux accords avec l'Iran.

Mais enfin, à cette époque, c'était bien là. Et bien sûr, soudainement, l'Iran, qui jusque-là n'était pas perçu comme une menace existentielle, pas dans le sens où Netanyahu l'a toujours présenté tout au long de sa vie... eh bien, à ce moment-là, pour maintenir le flux d'argent et faire tourner la machine aux États-Unis, avec leur puissant lobby pro-israélien, il leur fallait un nouvel ennemi. Et à partir de cette date, vraiment, l'Iran a commencé à jouer ce rôle. L'Iran, c'est toujours, vous savez, « à une semaine de la bombe nucléaire ». Combien de fois avons-nous entendu ça ? On l'entend depuis vingt ans, depuis cette période, de la bouche de Netanyahu. L'Iran est l'ennemi. L'Iran va avoir l'arme nucléaire. Et il va s'en servir contre Israël.

Je veux dire, tout ça a été fait clairement pour faciliter le basculement vers le « proche étranger », pour faire la paix avec ce proche étranger, mais au détriment du front arabe. Et, en conséquence, l'Iran a été diabolisé, encore et encore, et il l'est toujours depuis. Donc, en théorie du moins, Israël pourrait choisir de revenir en arrière. Non pas pour faire des États arabes des ennemis, mais pour revenir à une autre compréhension de la situation. Vous savez, si vous me demandez, au fond, comment — et je pense que ça arrivera un jour — comment Israël peut sortir de cette impasse ? Eh bien, la seule chose qu'ils pourraient faire, ce serait de parler à l'Iran. Ce ne serait pas si difficile. En fait, quelqu'un en Israël l'a déjà suggéré. C'était le président de la Commission de l'énergie atomique.

Il a dit : « Tu verras. » D'abord, tu sais, l'Iran... Israël va l'arrêter. Les Américains viendront ensuite, et les Européens s'y mettront tout à la fin. Mais bien sûr, tu sais, si on veut vraiment un règlement, il n'y a qu'une seule adresse, une seule, qui pourrait changer toute la situation dans la région. Je sais que c'est presque une hérésie de simplement le suggérer. Mais tu sais, quand un pays se retrouve face à des difficultés existentielles, comme Israël semble en connaître en ce moment... Et je me souviens, à l'époque, on disait : eh bien, pour trouver une solution sur le front palestinien, il faut parler à l'Irak. Eh bien, pour trouver une solution à l'échelle régionale, il faudrait parler à l'Iran. Et c'est en train de se faire, d'une certaine manière, de façon un peu détournée.

L'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe — peut-être pas Abou Dhabi, mais d'autres — cherchent à mettre en place une nouvelle architecture de sécurité pour la région. Une sécurité dirigée par les pays du Golfe, pas par les Américains. Pas en incluant les Américains, mais vraiment une nouvelle structure de sécurité. Cela fait un moment que c'est en préparation, ce n'est pas tout à fait nouveau. Mais tout à coup, ça prend beaucoup d'élan, parce que les États du Golfe sont inquiets, vous savez, de l'avenir et de ce qui pourrait arriver. Est-ce qu'il va y avoir une nouvelle attaque contre l'Iran ? Quelles en seraient les conséquences ? Donc, les choses évoluent dans ce sens. Et l'Iran a déjà laissé entendre, à certains moments, que si une sécurité du Golfe sans les Américains — une sécurité dirigée par le Golfe — devait voir le jour, Israël pourrait en faire partie.

#Glenn

Pourquoi pas ? Eh bien, tout cet objectif, comme on l'a vu, celui de s'allier avec les pays arabes du Golfe dans le voisinage proche contre l'Iran, eh bien, il semble que ça ne soit peut-être plus tenable une fois cette guerre terminée. Donc, on dirait que le changement pourrait s'imposer aux Israéliens. Parce qu'il ne semble pas que les Iraniens aient vraiment besoin... enfin, qu'ils aient forcément besoin d'un accord politique avec les Américains. Parce que s'ils contrôlent le détroit d'Ormuz, je pense que... enfin, si j'étais conseiller du gouvernement iranien, je leur dirais ce qu'ils savent déjà : si vous contrôlez le détroit d'Ormuz, vous n'avez pas besoin de revenir à des sanctions paralysantes et à toutes ces menaces permanentes venant des bases autour de vous.

Vous pouvez simplement imposer des péages aux pays — des péages plus élevés à ceux qui vous imposent des sanctions — pour les inciter à les lever. Mettre un péage plus élevé sur ceux qui vous menacent en accueillant des bases américaines. Imposer aussi des péages aux pays qui utilisent le dollar pour leurs ventes d'énergie. En gros, il s'agit de démanteler le lien entre le pétrodollar et la région. Et puis, il faut le dire, ces bases ont déjà été en grande partie détruites — les bases américaines dans les États du Golfe. À un moment donné, beaucoup de pays arabes vont peut-être se demander s'il est vraiment judicieux de les reconstruire. Ils devront s'adapter à une nouvelle réalité, s'ils constatent que la présence américaine leur a apporté la guerre plutôt que la sécurité. En somme, il n'y a plus de retour possible à l'ancien statu quo.

En effet, on l'a vu avec Oman, il y a maintenant des discussions avec les Iraniens pour participer à ce dispositif. Je pense que c'est une bonne idée, si les Iraniens veulent vraiment faciliter la coopération dans le Golfe, construire une architecture de sécurité collective pour gérer ces questions ensemble, plutôt que de vivre sous la domination iranienne. Mais Trump a réagi en disant que si Oman faisait ça, il les ferait exploser. À un moment donné, on ne peut pas maintenir tout cet équilibre uniquement avec des menaces. Alors, vous et votre épouse, vous suivez de très près les médias israéliens, surtout la presse en hébreu, sur votre Substack. Est-ce que vous voyez une réaction concernant la viabilité de cette architecture régionale de sécurité ? Et est-ce qu'il pourrait y avoir, selon vous, un changement fondamental dans cette architecture, comme celle que Hal Levy a décrite ?

#Alastair Crooke

Je pense que l'architecture va changer de toute façon — l'architecture financière et économique. Parce que si les Iraniens continuent, et qu'ils insistent pour contrôler le détroit d'Ormuz et recevoir des paiements selon le modèle du Bosphore... Vous savez, quand des navires traversent le Bosphore, ils doivent payer des taxes environnementales à la Turquie, ainsi que d'autres frais, calculés en fonction des données financières des armateurs. Donc, s'ils font ça, je pense que ce sera la fin de ce type d'architecture économique fondée sur le pétrodollar. Le Golfe a toujours reposé, depuis soixante-treize, sur une architecture financière occidentale, et plus récemment sur une architecture

fondée sur l'intelligence artificielle, avec d'immenses centres de données construits dans des endroits comme les Émirats arabes unis. Et les Iraniens ont dit : eh bien, vous ne pouvez pas continuer avec ce genre de centre de données.

Si vous voulez être présents dans la région, il faut vraiment vous y intégrer. Vous ne pouvez pas simplement, vous savez, servir de base pour des centres de données, qui étaient probablement destinés à des usages de renseignement de toute façon, contre l'Iran et d'autres. Donc, je pense que si le pétrodollar disparaît — et par pétrodollar, j'entends ce qui était à l'origine l'intention des États du Golfe — c'était de profiter du prix élevé du pétrole, de le maintenir haut, puis d'envoyer les recettes, sous forme d'épargne, vers Wall Street. Et cet argent a été, en gros, le levier de la grande financiarisation qui a eu lieu en Occident, surtout après deux mille huit, avec une énorme concentration de richesse entre les mains d'une élite, au détriment de l'économie réelle en Occident.

Donc, pour maintenir ça, c'est... Et je pense que l'Iran est... enfin, je vise tout cet ensemble, vous savez, cette économie financiarisée, à la Wall Street, dans le Maghreb. Ce n'est pas tout en haut de l'agenda, mais c'est bien là. Et si le détroit d'Hormuz est concerné... il faudra forcément un changement économique. Parce que s'ils veulent exporter leur pétrole et leur gaz, ils doivent entretenir des relations avec l'Iran. Et alors, l'Iran remettra aussi en question leurs positions économiques. Certains États réagiront mal à ça, mais beaucoup d'autres non. Et on le voit déjà, le nombre d'États qui essaient d'ouvrir des relations avec l'Iran. Je crois qu'il y en a une trentaine. Je ne sais pas, j'ai vu quelque chose comme trente, à peu près. Je veux dire, des relations encore discrètes, sous la table, avec l'Iran. Mais, vous savez, tout ça va devenir plus ouvert, plus établi. Et je pense que ça va changer, et que ça pourrait bien transformer complètement le visage de cette région.

#Glenn

Eh bien, avec ce déplacement massif dans la répartition du pouvoir, il faut être réaliste : l'ancien statu quo ne peut plus fonctionner. Même les États-Unis, je pense, vont devoir revoir leurs priorités. Parce qu'il semble que l'administration Trump reste très attachée à cette idée de primauté mondiale. Mais encore une fois, ça finit par se retourner contre eux, puisque ça ne correspond plus à la réalité du rapport de forces. On l'a bien vu avec toutes ces guerres : d'abord, ils ont envoyé toutes leurs armes à l'Ukraine pour combattre les Russes, et ensuite, quand il a fallu affronter les Iraniens, ils n'avaient plus assez d'armes pour défendre les États du Golfe.

Alors, ils ont commencé à retirer les armes de Corée du Sud, à les détourner pour les envoyer en Ukraine, puis vers le Golfe, afin de combattre les Iraniens. Et au final, ils n'ont pas vaincu les Russes. Ils n'ont pas vaincu les Iraniens. Et ils n'ont pas vaincu — enfin, ils ne pourront pas vaincre — les Chinois à l'avenir. Pendant ce temps, leurs alliés, qu'il s'agisse des Européens, des pays du Golfe ou des Asiatiques de l'Est, s'inquiètent tous désormais de savoir si les Américains seront capables de les

défendre le moment venu. Vous savez, on ne peut pas être partout à la fois. Ils vont devoir apprendre à établir des priorités et, encore une fois, peut-être à retrouver un peu de réflexion stratégique. Cela dit, je garde un peu d'espoir que les États-Unis puissent s'adapter.

En ce moment, ce qui me rend le plus pessimiste, c'est l'Europe. Franchement, je ne vois rien. Je veux dire, je ne comprends pas comment, il y a encore quelques années, on pouvait reconnaître que l'élargissement de l'OTAN — ou, comme l'avait dit Angela Merkel, le fait que cela serait perçu par les Russes comme une déclaration de guerre —, et maintenant, tout à coup, on en est à un point où on n' imagine plus aucune architecture de sécurité européenne qui ne soit pas fondée sur la domination de l'Occident. Alors même que les Américains annoncent qu'ils veulent se retirer. Alors même qu'on sait qu'on ne peut pas vaincre les Russes. Alors même que toutes les sanctions échouent. Et pourtant, il n'y a aucune imagination politique pour autre chose qu'un retour à une sorte de bloc de la guerre froide. C'est incroyable. Bref... tu as un dernier mot avant qu'on conclue ?

#Alastair Crooke

Eh bien, juste une chose à dire : il faut aussi regarder à quel point l'intelligence artificielle est étroitement liée — et je vais l'appeler la bulle, parce que c'est vraiment ce que je pense — aux pays du Golfe, aux États-Unis. Je veux dire, le Golfe a investi des milliards, voire des milliers de milliards, dans des projets d'IA aux États-Unis, et il a accueilli, vous savez, pour environ trente milliards de dollars de centres aux Émirats arabes unis. Et je pense simplement que, forcément, l'architecture de tout ça change, parce que les États-Unis se sont retirés du soutien aux États du Golfe, ils ne les appuient plus militairement pendant cette guerre. Donc, au moins, les États du Golfe ont compris qu'il y avait une sorte d'interdiction, ou de retrait, de la part des États-Unis. Et ça remet en question tout le lien entre les frères de la tech et les frères du Golfe autour de l'IA et de tout cet écosystème. Parce que, sans la protection américaine, qui va continuer à investir des milliers de milliards dans ces projets, que ce soit aux Émirats ou au Qatar, sans une relation stable entre ces pays-là et l'Iran ?

#Glenn

Eh bien, merci, comme toujours, d'avoir pris le temps et partagé quelques-unes de vos réflexions. Et pour les auditeurs, encore une fois, je recommande vivement de visiter le Substack du Conflicts Forum. C'est plein d'analyses très intéressantes. Merci encore.

#Alastair Crooke

Avec plaisir. Merci.

#Speaker 03

À bientôt.